

25 février 2025 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

Résumé

La République Démocratique du Congo (RDC) est affectée par de nombreux conflits prenant des formes multiples et impliquant plus de deux cents groupes armés et autres acteurs armés (nationaux ou étrangers) présents sur le territoire. Les affrontements armés constituent la première cause de déplacement de population dans le pays.

La plupart des violations et atteintes des droits de l'homme ont été commises dans les provinces affectées par le conflit armé dans l'est du pays (provinces du Nord et du Sud-Kivu, Ituri) et affectent principalement les populations civiles. Des conflits se déroulent également dans les provinces du Kasai et du Katanga de même qu'à l'ouest dans la province du Mai-Ndombe. Le conflit dans le Mai-Ndombe a des répercussions jusque dans les zones rurales de Kinshasa (commune de Maluku). Dans le courant du mois de janvier 2025, la coalition Alliance Fleuve Congo (AFC)/ Mouvement du 23 mars (M23) a intensifié les combats dans le Nord et le Sud Kivu. Le 26 janvier 2025, les troupes de l'AFC/M23 soutenues par les forces rwandaises sont entrées dans la ville de Goma. Le 14 février 2025, les troupes de l'AFC/M23 prenaient le contrôle de l'aéroport de Kavumu et deux jours plus tard elles occupaient la ville de Bukavu.

Concernant Kinshasa, des incidents sécuritaires sporadiques ont été relevés dans le courant de l'année 2024, notamment des manifestations, une tentative de coup d'état, une évasion de la prison de Makala, ou encore quelques incidents dans la zone rurale de Maluku en raison du conflit qui se déroule dans la province voisine du Mai-Ndombe. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme considère la province de Kinshasa comme étant non affectée par les conflits armés. Depuis la détérioration de la situation sécuritaire à l'est en 2025, hormis les manifestations contre les ambassades occidentales, aucun incident sécuritaire majeur n'a été signalé à Kinshasa.

Summary

The Democratic Republic of the Congo (DRC) is affected by numerous conflicts taking multiple forms and involving more than two hundred armed groups and other armed actors (national or foreign). Armed confrontations are the main cause of population displacement in the country.

Most human rights violations and abuses have been committed in the provinces affected by the armed conflict in the east of the country (North and South Kivu, Ituri), with civilians being the main victims. Conflicts are also taking place in the provinces of Kasai and Katanga, as well as in the west in the province of Mai-Ndombe. The conflict in Mai-Ndombe has repercussions as far as the rural areas of Kinshasa (Maluku commune). During January 2025, the Alliance Fleuve Congo (AFC)/Mouvement du 23 mars (M23) coalition intensified fighting in North and South Kivu. On 26 January 2025, AFC/M23 troops supported by Rwandan forces entered the city of Goma. On 14 February 2025, AFC/M23 troops took control of Kavumu airport and two days later occupied the city of Bukavu.

Regarding Kinshasa, sporadic security incidents were reported during 2024, including demonstrations, an attempted coup, an escape from Makala prison, and some incidents in the rural area of Maluku commune due to the conflict taking place in the neighbouring province of Mai-Ndombe. The United Nations Joint Human Rights Office regards the province of Kinshasa as unaffected by armed conflict. Since the deterioration of the security situation in the east in 2025, apart from demonstrations against Western embassies, no major security incidents have been reported in Kinshasa.

Table des matières

Résumé	2
Summary	2
Liste des sigles	4
Introduction	5
1. Situation sécuritaire en 2024	6
1.1. Situation sécuritaire en RDC (hormis Kinshasa)	6
1.2. Situation sécuritaire à Kinshasa	11
2. Répercussions à Kinshasa de la situation à l'est de la RDC	13
2.1. Situation à l'est de la RDC	13
2.2. Conséquences à Kinshasa	14
Annexes	16
Bibliographie	18

Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADF	Allied Democratic Forces
AFC	Alliance Fleuve Congo
AI	Amnesty international
BCNUDH	Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme
CODECO	Coopérative pour le développement du Congo
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
GPC	Global Protection Cluster
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
M23	Mouvement du 23 mars
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC
RDC	République démocratique du Congo
RDF	Rwanda Defence Force

Introduction

Ce COI Focus a pour objectif de présenter brièvement le contexte sécuritaire général en République démocratique du Congo (RDC) et d'analyser en particulier la situation sécuritaire prévalant à Kinshasa.

Il s'agit notamment de vérifier si la capitale congolaise est en proie à des violences impliquant des groupes armés. Le présent rapport, qui couvre la période allant de février 2024 à février 2025, est une mise à jour du COI Focus du 26 janvier 2024.

Le Cedoca a consulté les rapports publiés en 2024 par le Secrétaire général des Nations unies sur la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) de même que les comptes rendus d'actualité des Nations unies en RDC, et le rapport annuel portant sur 2024 du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH).

Outre les rapports des Nations unies, le Cedoca a consulté d'autres sources publiques, dont les comptes rendus du conseil des ministres congolais, les rapports récents d'Amnesty international (AI), de Human Rights Watch (HRW), du Global Protection Cluster (GPC), d'International Crisis Group (ICG) et de l'institut Ebuteli. Le présent COI Focus utilise également des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité provenant de la base de données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés¹. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues². Pour ce qui concerne la RDC, ces sources incluent notamment la presse locale et nationale (Radio Okapi, Actualité, La Prunelle, Bunia Actualité, Politico DRC, Kivu Times, Agence France Presse), des ONG locales et internationales présentes sur le terrain, des sources confidentielles, ainsi que des contenus issus des réseaux sociaux tels que X (anciennement Twitter), Telegram ou Facebook.

La base de données de l'ACLED est accessible sur le site Internet de l'organisation et est constamment mise à jour par de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)³. L'ACLED explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données⁴. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, examine s'il est question de *civilian targeting*, donne une description des incidents et de leur localisation, ainsi qu'une estimation indicative⁵ du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*⁶. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca considère ces données chiffrées comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences observées durant une période déterminée. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans le présent COI Focus ont été demandés le 13 février 2025.

La recherche documentaire a été clôturée le 24 février 2025.

¹ ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

² ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

³ ACLED, 11/2021, [url](#)

⁴ ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

⁵ « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts ». ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#). L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes dont il fait état. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou si leur estimation est vague, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

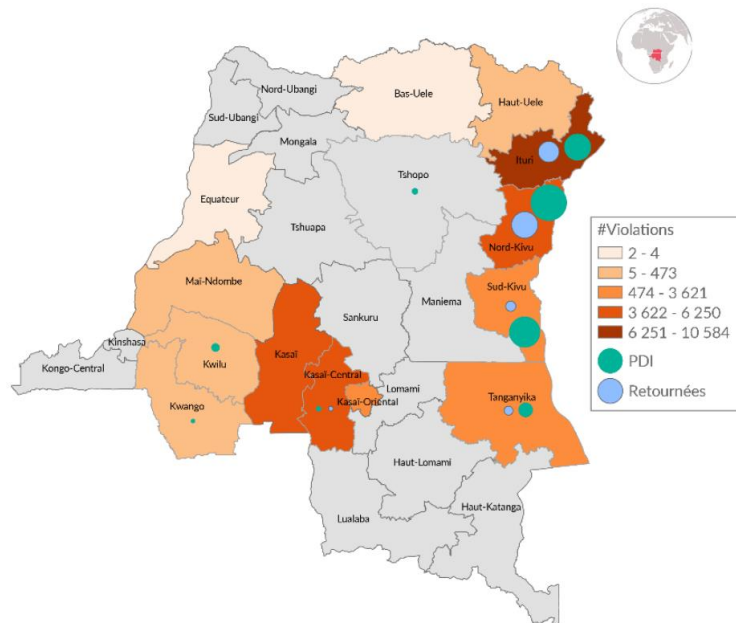
⁶ L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*. Ces derniers ne sont pas repris dans la présente recherche. ACLED, 06/2023, [url](#)

1. Situation sécuritaire en 2024

1.1. Situation sécuritaire en RDC (hormis Kinshasa)

Le Global Protection Cluster (GPC)⁷ dans son dernier rapport sur la RDC publié en octobre 2024, indique que

« La RDC est affectée par de nombreux conflits prenant des formes multiples et impliquant plus de 260⁸ groupes armés et autres acteurs armés (nationaux ou étrangers) présents sur le territoire [...]. Les affrontements armés constituent la première cause de déplacement de population dans le pays. Le nombre d'incidents de protection est également étroitement corrélé à l'intensité des affrontements armés et des déplacements de population (voir carte ci-[dessous]). Les civils ont subi le plus gros des attaques, les combats ciblant souvent les camps informels et les centres urbains et/ou se déroulant à proximité des sites de déplacés »⁹.



Carte disponible sur le site GPC¹⁰

Si le GPC pointe principalement des conflits dans les provinces du Nord et Sud Kivu (impliquant notamment le Mouvement du 23 mars (M23)¹¹) ainsi qu'en Ituri, l'organisation déplore également une intensification des conflits communautaires dans d'autres régions :

- La « crise du Kwamouth » dans la province du Mai-Ndombe et son extension dans les zones limitrophes des provinces du Kwilu, Kwango et les zones rurales de Kinshasa (Maluku) via d'importants mouvements de populations, suscitant des besoins humanitaires importants.

⁷ GPC [Site web], s.d., [url](#)

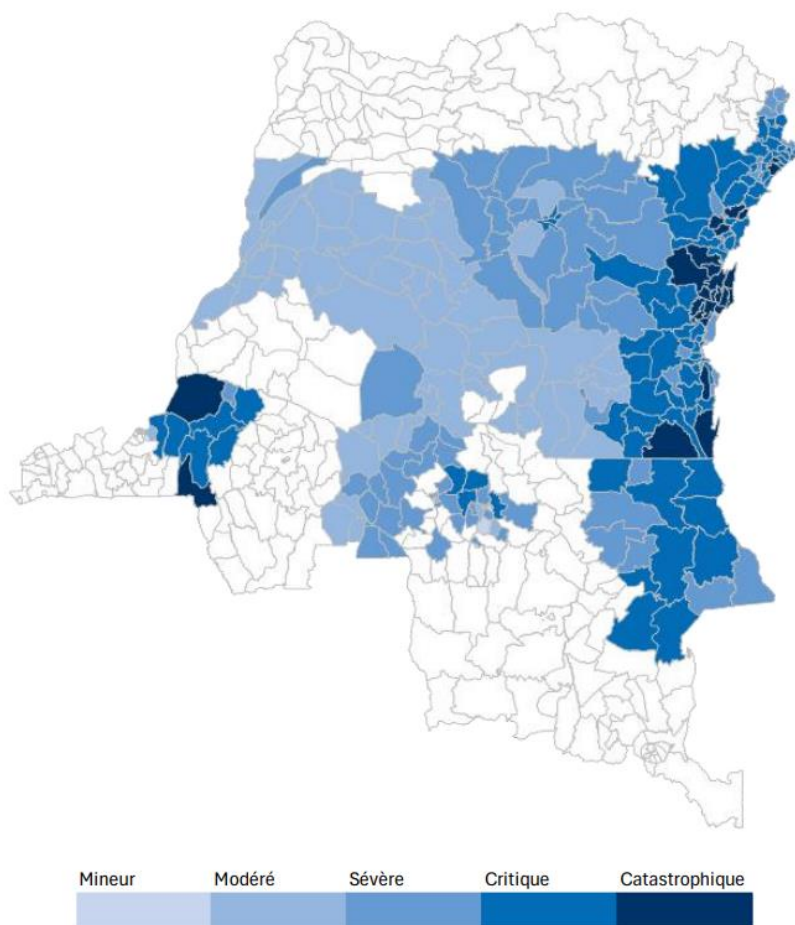
⁸ Dans un article publié le 31 janvier la RTBF mentionne plus de 200 groupes armés dans les deux Kivu et en Ituri. RTBF, 31/01/2025, [url](#)

⁹ GPC, 10/2024, [url](#)

¹⁰ GPC, 10/2024, [url](#)

¹¹ Pour en savoir plus sur le Mouvement du 23 mars : CESA, 06/02/2025, [url](#)

- La province du Tanganyika : une recrudescence des attaques contre des villages Bantous et les positions des FARDC par les milices Fimbo na Fimbo, principalement composées des Twa (Pygmées).
- La province du Tshopo : violences intercommunautaires entre les Mbole et Lengola, dues à un conflit foncier).
- Les provinces du Kasai (Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental) : les trois provinces ont connu une augmentation des violences entre 2022 et 2024 en raison d'actes de criminalité et de la persistance de conflits. Un conflit intercommunautaire a ainsi éclaté entre les communautés Basonge Bambale (originaires du Sankuru) et les communautés Bena Kasasa (originaires du Kasai central). Dans le territoire de Dimbelenge, les habitants du groupement de Mulowayi et ceux de Bena Mayi se sont par ailleurs affrontés au sujet de l'exploitation du lac Nfwa¹².



Analyse de sévérité des risques de protection (GPC)¹³

Le BCNDUH, dans son analyse de la situation des droits de l'homme en RDC du 1^{er} janvier au 34 décembre 2024, indique que

« la majorité des violations et atteintes ont été commises dans le cadre du conflit [à l'est], notamment par les membres de groupes armés pour étendre leur contrôle sur le territoire et dans les cadre des affrontements avec les forces de sécurité ou d'autres groupes armés. Ces attaques

¹² GPC, 10/2024, [url](#)

¹³ GPC, 10/2024, [url](#)

ont souvent ciblé la population civile ainsi que des sites protégés, tels que les écoles, les sites religieux et les hôpitaux¹⁴.

Outre les provinces de l'est, le BCNUDH relève un regain de violence dans la province de Tshopo dû à un conflit intercommunautaire ayant entraîné un déplacement massif de la population¹⁵.

Les derniers rapports des Nations unies publiés en 2024 épinglent des conflits dans plusieurs provinces¹⁶ :

- Dans l'est du pays, le conflit impliquant l'organisation politico-militaire Alliance Fleuve Congo (AFC) et le M23 impacte les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Le Nord-Kivu et l'Ituri souffrent également d'attaques d'autres milices, principalement la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) et les Allied Democratic Forces (ADF), ainsi que de nombreuses autres factions armées¹⁷.
- Dans l'ouest du pays, la violence armée engendrée par le conflit entre les communautés Teke et Yaka, débuté en 2022 dans le territoire de Kwamouth (province du Mai-Ndombe), a fait plus de 590 victimes depuis janvier 2024 dans les provinces du Mai-Ndombe, Kwilu, Kwango et de Kinshasa¹⁸. Le rapport de novembre 2024 indique que « la persistance des combats dans les provinces de l'ouest a accru la vulnérabilité des femmes et des filles à la violence fondée sur le genre et à la violence sexuelle liée au conflit »¹⁹.

Pour l'ouest du pays, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) indique en octobre 2024 que

« La région du Grand Bandundu est en proie à des violences armées depuis juin 2022 dans le territoire de Kwamouth, province de Mai-Ndombe, en raison de litiges coutumiers et fonciers. En 2024, la situation s'est aggravée à partir de mi-mai, avec une intensification des combats, entraînant la destruction de centaines de villages et d'infrastructures sociales, telles que les écoles et centres de santé. De nombreuses personnes ont perdu la vie et un grand nombre d'habitants ont été déplacés vers des zones jugées sécurisées »²⁰.

¹⁴ BCNUDH, Analyse de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

¹⁵ BCNUDH, Analyse de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

¹⁶ ReliefWeb, 29/11/2024, [url](#) ; ReliefWeb, 20/09/2024, [url](#) ; ReliefWeb, 21/03/2024, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 27/12/2024, [url](#)

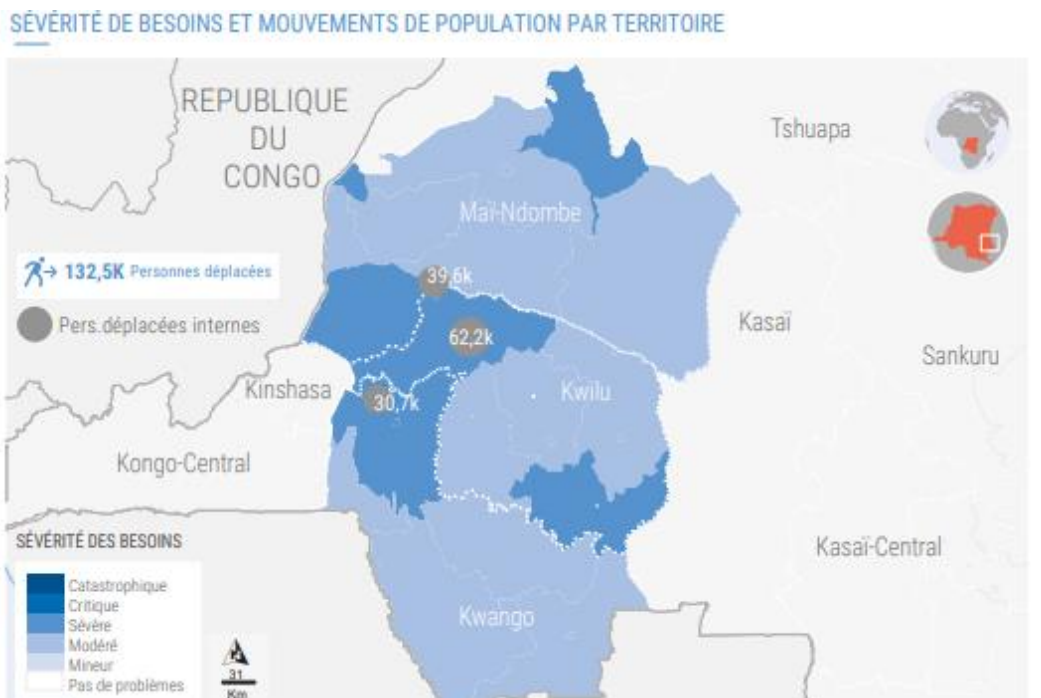
¹⁷ ReliefWeb, 29/11/2024, [url](#) ; ReliefWeb, 20/09/2024, [url](#) ; ReliefWeb, 21/03/2024, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 27/12/2024, [url](#)

¹⁸ ReliefWeb, 20/09/2024, [url](#)

¹⁹ ReliefWeb, 29/11/2024, [url](#) ; ReliefWeb, 20/09/2024, [url](#)

²⁰ UNOCHA, 18/10/2024, [url](#)

Cette carte d'OCHA permet de visualiser les territoires de l'ouest de la RDC les plus touchés par les violences armées :



Aperçu de la situation humanitaire - Mai-Ndombe, Kwango et Kwilu de janvier à septembre 2024 ²¹.

La plupart des problèmes relevés en 2024 en matière de sécurité en RDC par International Crisis Group (ICG) concernent également l'est du pays. ICG y déplore une détérioration de la situation sécuritaire de même que dans le Mai Ndombe, province limitrophe de Kinshasa (conflit intercommunautaire Téké-Yaka)²².

AI et HRW ont publié plusieurs communiqués et rapports en 2024. Le volet sécuritaire y est abordé principalement dans le cadre des conflits qui se déroulent dans l'est du pays et de leur impact sur les civils²³.

Les comptes rendus du Conseil des ministres du gouvernement congolais contiennent un volet sur la situation sécuritaire²⁴. Le Cedoca a examiné les dernières publications entre décembre 2024 et février 2025. Celles-ci font toutes allusion à la situation dans les provinces de l'est du pays (en raison des attaques du M23/Rwanda Defence Force (RDF) et des ADF notamment)²⁵. Le Conseil des ministres mentionne également en décembre 2024 des problèmes sécuritaires dans d'autres provinces :

- Une résurgence des actes attribués aux insurgés Maï-Maï Bakata-Katanga dans les trois provinces de l'espace Grand Katanga.

²¹ UNOCHA, 18/10/2024, [url](#)

²² ICG, s.d., [url](#)

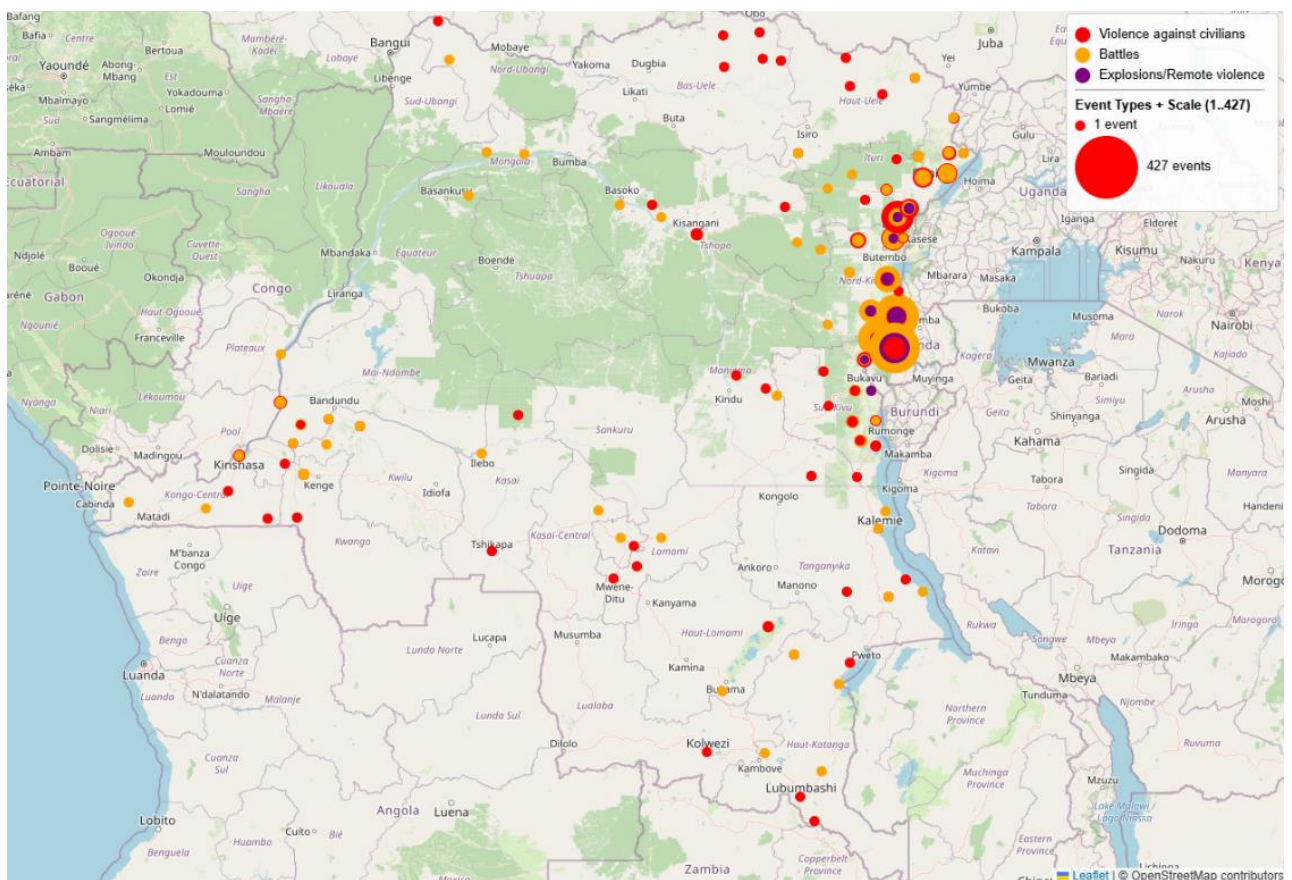
²³ AI, s.d., [url](#) ; AI RDC [Profil Facebook], s.d., [url](#) ; HRW [site web], s.d., [url](#)

²⁴ Présidence, s.d., [url](#)

²⁵ Les comptes rendus du Conseil des ministres disponibles sur le site pour les mois de décembre à février sont ceux du 9, 13 et 20/12/2024, 31/01/2025 et 07/02/2025. Présidence, s.d., [url](#)

- Spécifiquement à l'ouest du pays, les FARDC ont pourchassé les milices Mobondo²⁶. Les actions militaires se sont concentrées sur le ratissage de ces milices dans le triangle Kongo Central-Kinshasa-Grand Bandundu²⁷.

Le Cedoca a par ailleurs consulté les données du projet Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)²⁸. Malgré la difficulté de recueillir des chiffres exacts, les données répertoriées par l'ACLED permettent de dégager des tendances concernant les violences perpétrées en RDC. Ci-dessous, deux cartes illustrant d'une part les violences politiques (terme utilisé par ACLED pour reprendre tous les types de violence) et d'autre part le nombre de personnes décédées, ainsi que leur répartition sur le sol congolais entre le 1^{er} janvier 2024 et le 13 février 2025:



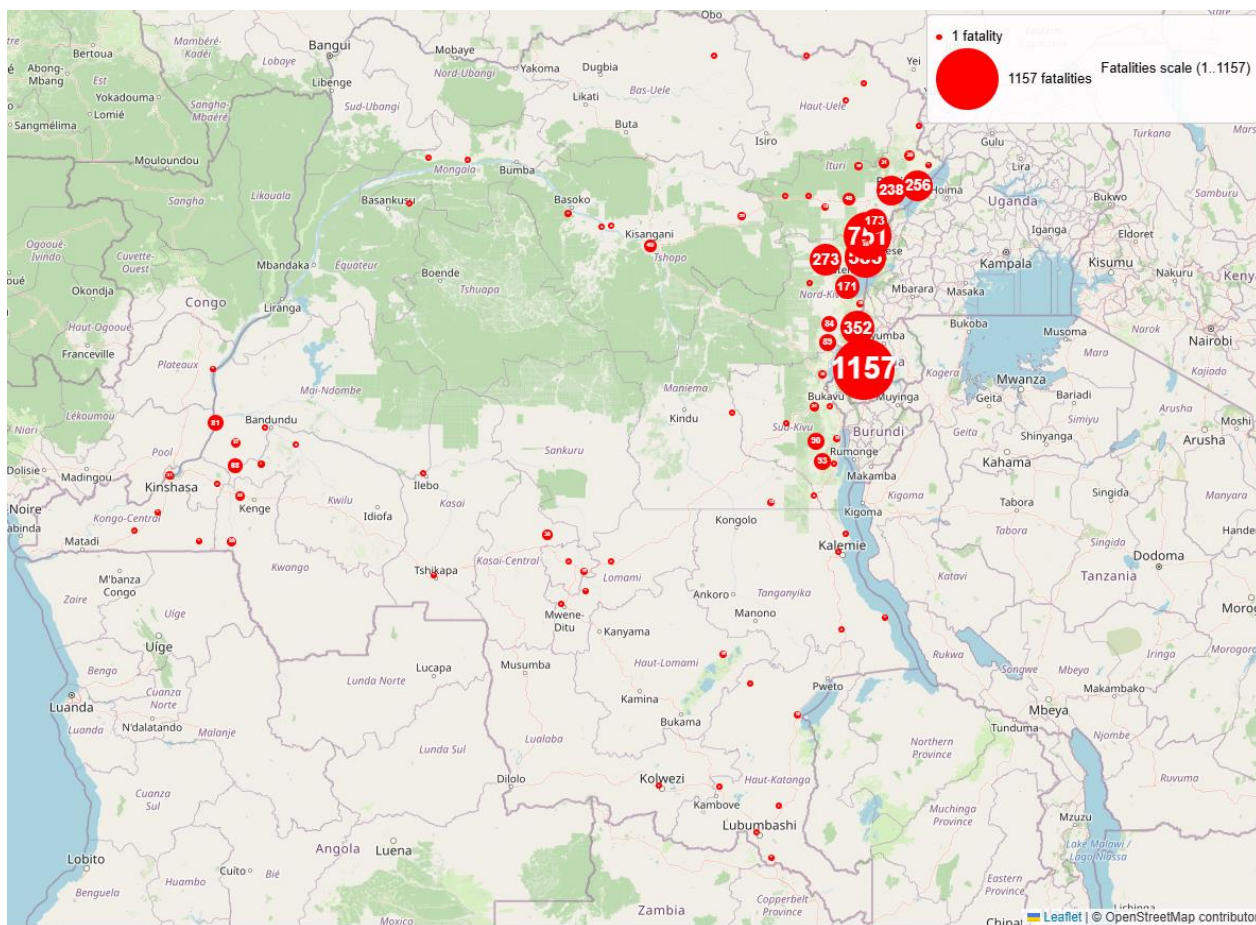
Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED reprenant le nombre d'incidents / violences politiques entre le 01/01/2024 au 07/02/2025²⁹

²⁶ Présidence, 13/12/2024, [url](#)

²⁷ Présidence, 20/12/2024, [url](#)

²⁸ Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED considère que le personnel des forces de sécurité fait partie des civils lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil – donc non armé. ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

²⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 13/02/2025, [url](#)



Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED reprenant le nombre de morts lors des événements répertoriés du 01/01/2024 au 07/02/2025³⁰

1.2. Situation sécuritaire à Kinshasa

Concernant la capitale congolaise, le GPC³¹, dans son dernier rapport sur la RDC publié en octobre 2024, identifie des problèmes sécuritaires uniquement dans les zones rurales de la province de Kinshasa (commune de Maluku), en conséquence du conflit dans le territoire voisin de Kwamouth³².

Le BCNDUH considère la province de Kinshasa comme faisant partie des provinces non affectées par les conflits. Pour la capitale congolaise, le BCNDUH mentionne la répression d'une tentative d'évasion à la prison de Makala à Kinshasa dans la nuit du 1er au 2 septembre 2024³³. Dans son analyse de la situation des droits de l'homme en RDC du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, le BCNDUH mentionne les opérations lancées par le ministère de l'Intérieur (opérations « Panthère noire » et « Ndobu ») dans le cadre de la lutte contre les bandits urbains (communément appelés *Kuluna*). Ces opérations

³⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 13/02/2025, [url](#)

³¹ GPC [Site web], s.d., [url](#)

³² GPC, 10/2024, [url](#)

³³ MONUSCO, 24/10/2024, [url](#); BCNDUH, Analyse de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, du 1er janvier au 31 décembre 2024

ont permis l'arrestation de plus cent *Kuluna*, et leur inculpation pour meurtres, assassinats, association de malfaiteurs et terrorisme³⁴.

ICG mentionne deux incidents sécuritaires ponctuels à Kinshasa en 2024:

- Le 19 mai, l'armée a affirmé avoir déjoué une tentative de coup d'État menée par Christian Malanga - résident américain et promoteur du mouvement du Nouveau Zaïre - dans le district de Gombe à Kinshasa, entraînant la mort de Malanga, d'un autre assaillant et de deux officiers de police. Ses hommes armés ont pris pour cible des lieux symboliques, notamment les résidences de hauts fonctionnaires et le palais présidentiel vide, ce qui a suscité de nombreuses interrogations sur les procédures de sécurité et les motifs de l'attaque³⁵.
- Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, une tentative d'évasion de la prison de Makala a fait au moins 130 morts, dont 24 auraient été abattus par la police ; des rapports ont également révélé que des dizaines de prisonnières avaient subi des violences sexuelles pendant l'évasion. Cette évasion massive a été motivée par la surpopulation, la violence et les mauvaises conditions de détention. La réaction chaotique du gouvernement a été largement condamnée³⁶.

Les communiqués ou rapports sur la RDC publiés par AI³⁷ et HRW³⁸ en 2024 ne font pas mention de problèmes sécuritaires à Kinshasa.

Les communiqués du Conseil des ministres relèvent l'importante criminalité qui prévaut à Kinshasa, notamment en raison de la présence des *Kulunas* (gangs de jeunes³⁹), contre lesquels les autorités ont mené en décembre 2024 une opération de police dénommée « Ndobo »^{40 ; 41}.

L'ACLED a recensé 23 morts sur une dizaine d'incidents sécuritaires⁴² à Kinshasa en 2024⁴³ (à titre comparatif, en 2023, l'ACLED avait recensé 69 décès survenus lors des 30 incidents sécuritaires répertoriés à Kinshasa⁴⁴).

Un rapport de l'institut Ebuteli⁴⁵ publié le 13 février 2025 et intitulé *Kinshasa, entre accalmie et résurgence des tensions* indique que « Kinshasa a connu plusieurs actes de violence de 2023 à ce jour, qui nécessitent une attention particulière de l'opinion nationale et des autorités publiques. La deuxième mégapole de l'Afrique subsaharienne demeure fragile sur le plan sécuritaire »⁴⁶. Pour l'année 2024, le rapport d'Ebuteli répertorie les cas de violences suivants à Kinshasa :

³⁴ BCNUDH, Analyse de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, du 1er janvier au 34 décembre 2024

³⁵ ICG, s.d., [url](#)

³⁶ ICG, s.d., [url](#)

³⁷ AI, s.d., [url](#) ; AI RDC [Facebook profile], s.d., [url](#)

³⁸ HRW [site web], s.d., [url](#)

³⁹ Pour en savoir plus sur les *Kulunas* Cf. notamment Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 05/2021, [url](#)

⁴⁰ Début décembre 2024 a débuté l'opération Ndobo, opération de lutte contre le banditisme urbain. Ministère de la communication et de médias, compte rendu de la vingt-sixième réunion ordinaire du conseil des ministres, 13/12/2024, [url](#) ; MediaCongo, 13/12/2024, [url](#)

⁴¹ Présidence, s.d., [url](#) : les comptes rendus du Conseil des ministres disponibles sur le site pour les mois de décembre à février qui font mention de la situation à Kinshasa sont ceux du 9, 13 et 20/12/2024, 31/01/2025

⁴² Un tableau reprenant l'ensemble des incidents sécuritaires survenus à Kinshasa et ayant entraîné au moins un décès, tel que répertorié par l'ACLED, est disponible en annexe de ce document. ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation :13/02/2025, [url](#)

⁴³ Il convient de noter que l'évasion de la prison de Makala n'a pas été répertoriée par l'ACLED parmi les incidents sécuritaires, et les décès survenus lors de cet événement ne sont donc pas inclus dans les chiffres présentés.

⁴⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation :15 novembre 2024, [url](#)

⁴⁵ Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa et à Goma. Ebuteli, 02/2025, [url](#)

⁴⁶ Ebuteli, 02/2025, [url](#)

- 6 janvier : suite à l'invalidation de 82 candidatures (dont celle de Gentiny Ngobila), des manifestations ont été organisées dans plusieurs quartiers des communes de Gombe et Ngaba (barricades et pneus brûlés).
- 13 janvier 2024 : violences postélectorales après la publication des résultats des législatives. Affrontements entre factions internes de l'UDPS et les forces du progrès (commune de Limete).
- 17 janvier 2024 : manifestations des militants du parti MLC devant le siège du parti (commune de Kasa Vubu) contre les résultats des élections législatives (barricades, pneus brûlés et répression policière).
- 31 juillet 2024 : attaque de la résidence de l'ancien président Joseph Kabila par les Forces du progrès (commune de Gombe)⁴⁷.

2. Répercussions à Kinshasa de la situation à l'est de la RDC

2.1. Situation à l'est de la RDC

Dans le courant du mois de janvier 2025, la coalition AFC/M23 intensifie les combats dans le Nord et le Sud-Kivu. Le 26 janvier 2025, les troupes de l'AFC/M23 soutenues par les forces rwandaises sont entrées dans la ville de Goma. Après quelques jours de combats, Goma tombe aux mains des rebelles qui en assurent désormais l'administration⁴⁸. Dans ce contexte la MONUSCO annonce le 25 janvier 2025 la relocalisation temporaire de son personnel non essentiel stationné à Goma⁴⁹.

Le 9 février 2025, GPC précise qu'à la suite de la prise de Goma, les civils, en particulier les femmes et les enfants, sont confrontés à de graves violations des droits de l'homme, notamment des meurtres, des arrestations arbitraires, des violences sexuelles et des recrutements forcés. A la date du 5 février, au moins 2.900 personnes auraient été tuées dans les hostilités et plus de 3.000 blessées⁵⁰.

A propos de la situation récente dans l'est de la RDC, OCHA pointe une situation humanitaire très précaire marquée par des déplacements massifs de population et aggravée par la fermeture de nombreuses voies de communication et par le pillage de stocks d'aide humanitaire⁵¹.

Concernant la situation dans la province du Sud-Kivu, OCHA relève que depuis le 25 janvier, des affrontements intenses entre l'armée congolaise et le groupe armé M23 se poursuivent dans plusieurs localités du territoire de Kalehe, notamment Mukwidja, Sanzi, Muganzo, Ukana, Nyamigisha et Kalangala. Ces affrontements ont provoqué des déplacements massifs de population, notamment vers Bukavu et le sud de la province, exacerbant une crise humanitaire déjà complexe⁵².

Le 14 février 2025, les troupes de l'AFC/M23 poursuivant leur route dans le Sud-Kivu s'emparent de l'aéroport de Kavumu⁵³. Deux jours plus tard, la ville de Bukavu tombe aux mains de l'AFC/M23⁵⁴.

Pour le mois de janvier 2025, les incidents (avec ou sans décès) répertoriés par l'ACLED pour la RDC et repris sur la carte ci-dessous montrent – comme tout au long de l'année 2024 – une concentration des cas dans les provinces de l'est :

⁴⁷ Ebuteli, 02/2025, [url](#)

⁴⁸ Le Monde, 04/02/2025, [url](#) ; JA, 06/02/2025, [url](#) ; RFI, 06/02/2025, [url](#) ; Radio Okapi, 09/02/2025, [url](#)

⁴⁹ UN News, 24/01/2025, [url](#) ; 7sur7, 03/02/2025, [url](#)

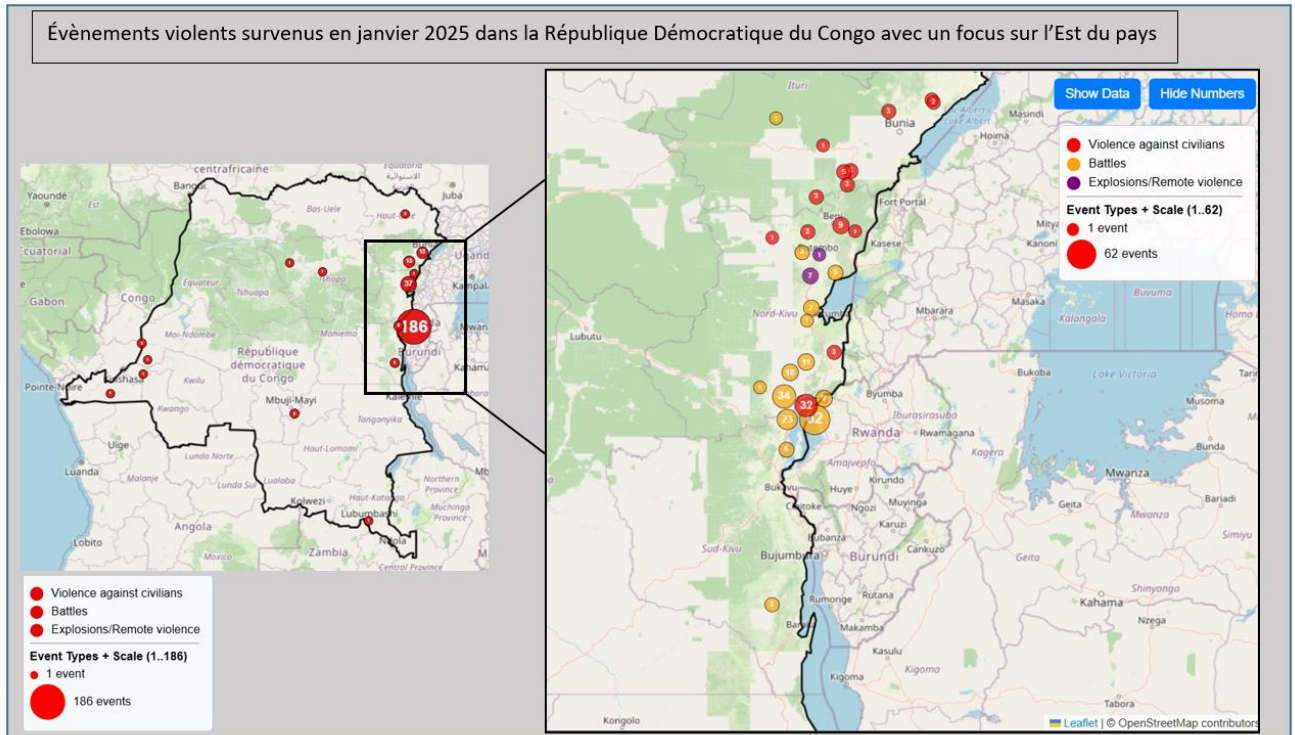
⁵⁰ GPC, 09/02/2025, [url](#)

⁵¹ UNOCHA, s.d., [url](#)

⁵² UNOCHA, 03/02/2025, [url](#)

⁵³ JA, 14/02/2025, [url](#) ; Actualite.cd, 14/02/2025, [url](#)

⁵⁴ RFI, 16/02/2025, [url](#) ; Courrier international, 17/02/2025, [url](#) ; RFI, 17/02/2025, [url](#)



Carte reprenant les violences politiques répertoriées par l'ACLED en RDC en janvier 2025⁵⁵

2.2. Conséquences à Kinshasa

Dans ce contexte de l'avancée de l'AFC/M23 à l'est du pays, le 28 janvier 2025, des manifestants ont tenté de prendre d'assaut les ambassades dans la capitale Kinshasa, notamment celles de France et des États-Unis, ainsi que les bureaux de l'ONU⁵⁶.

De son côté, le Conseil des ministres a déploré ces actes de vandalisme et de pillage « lors de la manifestation spontanée de la population contre l'agression rwandaise » le 28 janvier 2025⁵⁷.

Le rapport précité d'Ebuteli revient sur le contexte et les auteurs de ces manifestations et débordements qui ont notamment touché les ambassades occidentales :

« Fin janvier, alors que Goma vacille sous la pression du M23 et de l'armée rwandaise, Kinshasa s'embrase sous l'effet d'appels à la mobilisation visant les chancelleries occidentales. [...] C'est finalement le mardi 28 janvier que la situation dégénère. La veille, des tracts circulent dans la ville, appelant à une 'Kinshasa ville morte' sous l'impulsion de la 'jeunesse et des sportifs des arts martiaux de Kinshasa' - les Batu ya makasi, ou hommes forts, déjà identifiés dans la note comme des acteurs potentiels de violence. Des figures proches de l'UDPS relaient l'appel, alimentant une rhétorique hostile aux ambassades et aux 'Blancs'. La journée vire à l'émeute : incendies devant l'ambassade de France, saccage de l'immeuble abritant l'ambassade du Rwanda, assauts contre d'autres représentations diplomatiques occidentales et africaines, scènes de pillage des supermarchés. Ce qui avait commencé comme un appel à la solidarité avec l'Est s'est transformé en un déchaînement de colère instrumentalisée. Cette séquence illustre la facilité avec laquelle des

⁵⁵ ACLED, 13/02/2025, [url](#)

⁵⁶ ICG, s.d. [url](#)

⁵⁷ Présidence, 31/01/2025, [url](#)

acteurs politiques peuvent activer des groupes violents pour canaliser un ressentiment populaire latent - un mécanisme clé analysé dans cette note »⁵⁸.

De manière générale, Ebuteli pointe « plusieurs groupes violents, qu'ils soient politiques, criminels ou identitaires » à Kinshasa⁵⁹ :

- Les Forces du progrès, bras armé informel de l'UDPS, jouent un rôle clé dans la mobilisation partisane, mais aussi dans la répression des opposants et des mouvements citoyens.
- Les *Kuluna*, gangs criminels issus des quartiers défavorisés, sont souvent utilisés comme force d'intimidation par des acteurs politiques. Comme les Forces du progrès, ils peuvent être instrumentalisés en période de tension.
- Les Maîtres ou *Batu ya makasi*, regroupant notamment des pratiquants en arts martiaux, sont à la fois protecteurs et mercenaires, offrant leurs services aux personnalités politiques influentes. Leur rôle a été déterminant lors des attaques du 28 janvier contre les ambassades.
- Les forces de sécurité, censées garantir l'ordre public, sont régulièrement détournées pour des missions de répression politique. Arrestations arbitraires et violences ciblées témoignent de cette dérive.

Selon Ebuteli, l'aggravation de la situation sécuritaire, marquée par la conquête de nouvelles villes par le M23 et les troupes rwandaises, continue d'alimenter les frustrations et les crispations politiques et pourrait, dans un contexte déjà tendu par le projet controversé de réforme constitutionnelle, catalyser une nouvelle vague de contestation⁶⁰.

L'ACLED ne relève pas d'incidents sécuritaires ni de décès dans la capitale congolaise en janvier 2025⁶¹.

Dans le contexte de colère populaire suscitée par l'implication du Rwanda dans le conflit qui sévit à l'est du pays, des cas de stigmatisation de personnes à Kinshasa en raison de leur origine présumée de l'est du pays sont signalés par plusieurs sources⁶².

⁵⁸ Ebuteli, 02/2025, [url](#)

⁵⁹ Ebuteli, 02/2025, [url](#)

⁶⁰ Ebuteli, 02/2025, [url](#)

⁶¹ ACLED, 13/02/2025, [url](#)

⁶² Radio Okapi, 24/02/2025, [url](#) ; DW, 13/02/2025, [url](#) ; Radio Go fm, 23/02/2025, [url](#)

Annexes

Tableau recensant l'ensemble des incidents sécuritaires ayant entraîné au moins un décès, tel que répertoriés par l'ACLED ⁶³

event_date	admin1	notes	fatalities
12-avr-24	Kinshasa	Around 12 April 2024 (as reported), unidentified armed group killed a civilian in Ndjili commune (Kinshasa). The lifeless body of the victim, a member of the presidential guard (likely off-duty), was discovered in Ndjili commune on 12 April	1
04-mai-24	Kinshasa	On 4 May 2024, police officers killed 2 civilians in Yelo Ozo, in the Kinshasa - Kalamu Commune (Kinshasa). No further details.	2
19-mai-24	Kinshasa	On 19 May 2024, about 40 armed men led by UCP leader and former FARDC capitaine Christian Malanga drove by Vital Kamerhe's residence (Kamerhe is the presidential candidate for the presidency of the National Assembly), clashing against the policemen assigned to his security and killing two, before storming the Palais de la Nation and flying the flag of 'New Zaire', Malanga's proclaimed new Congolese government. In Kinshasa - Gombe (Kinshasa). Malanga said: 'The time has come, long live Zaire, long live the children of Mobutu. Felix has fallen (...) we are victors'. A clash against the Republican Guard ensued during which Malanga was killed, and about 40 people arrested. Another assailant was killed at Kamerhe's residence. They initially targeted Judith Suminwa (the Prime Minister) and Jean-Pierre Bemba (Minister of Defense) but unable to find them they redirected to Kamerhe's residence. They used a drone to locate their targets. Assailants included two US civilians with no family connection to DRC, a UK civilian, and Congolese from the diaspora and within DRC. The DRC government called the event a coup attempt.	4
21-mai-24	Kinshasa	On 21 May 2024, Mobondo militiamen killed at least 2 people in the village of Ngambwi, in the Kinshasa - Maluku commune (Kinshasa). Three others were injured and taken to Mbankana for medical care.	2
30-juin-24	Kinshasa	On 30 June 2024, FARDC clashed against two policemen in Kinshasa - Selembao (Kinshasa, Kinshasa). The policemen were looting civilians. Both were shot, one was injured and the other died.	1
05-juil-24	Kinshasa	On 5 July 2024, unidentified armed men killed a public prosecutor at his home in Kinshasa - Nsele (Kinshasa). No further details.	1

⁶³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 15 novembre 2024, [url](#)

30-juin-24	Kinshasa	On 30 June 2024, FARDC clashed against two policemen in Kinshasa - <u>Selembao</u> (Kinshasa, Kinshasa). The policemen were looting civilians. Both were shot, one was injured and the other died.	1
05-juil-24	Kinshasa	On 5 July 2024, unidentified armed men killed a public prosecutor at his home in Kinshasa - <u>Nsele</u> (Kinshasa). No further details.	1
12-juil-24	Kinshasa	Around 12 July 2024 (as reported), unidentified armed group killed 6 civilians in Kinshasa (Kinshasa). The lifeless bodies of the victims were recovered by the police on 12 July.	6
25-août-24	Kinshasa	On 25 August 2024, overnight, <u>Mobondo</u> killed truck drivers in a road ambush at an unknown location between Kinshasa and Matadi, coded to Kinshasa - <u>Limete</u> (Kinshasa). Unknown number of victims coded as 3.	3
09-sept-24	Kinshasa	On 9 September 2024, a police officer shot and killed a member of opposition party ECIDE in front of their political party headquarters, located in the Kinshasa - <u>Kasa-Vubu</u> commune (Kinshasa). The reason for his murder was not reported. The victim's lifeless body was transported to the mortuary.	1

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

- 7sur7, *Le plus grand site d'information en république démocratique du congo*, 03/02/2025, <https://7sur7.cd/2025/02/03/kinshasa-la-monusco-ordonne-levacuation-des-familles-de-son-personnel-non-congolais-pour#:~:text=La%20Mission%20de%20l'Organisation,au%20sein%20de%20l'organisation>. [consulté le 14/02/2025]
- Actualite, *RDC: situé à une trentaine de kilomètres de Bukavu, l'aéroport de Kavumu passe sous contrôle de la rébellion de l'AFC/M23*, 14/02/2025, <https://actualite.cd/2025/02/14/rdc-laeroport-de-kavumu-pres-de-bukavu-passe-sous-contrôle-de-la-rebellion-de-lafcm23> [consulté le 14/02/2025]
- Amnesty International, *République démocratique du Congo, s.d.*, <https://www.amnesty.be/mot/republique-democratique-congo> [consulté le 11/02/2025]
- Amnesty International RDC [Profil Facebook], s.d., <https://www.facebook.com/AmnestyInternationalRDC/> [consulté le 11/02/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), 06/2023, *Armed Conflict Location & Event Data Project CODEBOOK*, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 13/02/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 07/02/2025, <https://www.acleddata.com/data> [consulté le 07/02/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *À propos d'ACLED - ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-aclede/> [consulté le 17/02/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 17/02/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Aperçu de l'Afrique - Février 2025*, 10/02/2025, <https://acleddata.com/2025/02/10/africa-overview-february-2025/#keytrends1> [consulté le 13/02/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Base de connaissances - ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/knowledge-base/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 17/02/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023*, 01/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf [consulté le 17/02/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Liste de surveillance des conflits 2025 : Grands Lacs - ACLED*, 12/12/2024, <https://acleddata.com/conflict-watchlist-2025/great-lakes/> [consulté le 13/02/2025]
- Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), *Analyse de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, du 1er janvier au 34 décembre 2024*
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Risque de conflit régional suite à la chute de Goma et à l'offensive du M23 en RDC*, 06/02/2025, <https://africacenter.org/fr/spotlight/risque-de-conflit-regional-suite-a-la-chute-de-goma-et-a-loffensive-du-m23-en-rdc/> [consulté le 11/02/2025]
- Conseil de sécurité Nations unies, *Lettre datée du 27 décembre 2024, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo. S/2024/969*, 27/12/2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/373/38/pdf/n2437338.pdf> [consulté le 10/02/2025]
- Courrier international, *RDC : Bukavu tombe aux mains des rebelles du M23*, 17/02/2025, <https://www.courrierinternational.com/article/afrique-rdc-bukavu-tombe-aux-mains-des-rebelles-du-m23-227776> [consulté le 17/02/2025]

- Deutsche Welle (DW), *A Kinshasa, la stigmatisation d'habitants venus de l'est* – DW – 13/02/2025, <https://www.dw.com/fr/kinshasa-conlit-rdc-stigmatisation/a-71600754> [consulté le 24/02/2025]
- Ebuteli, *ebuteli-note-analyse-2-kinshasa-entre-accalmie-resurgence-tensions.docx*, 02/2025, <https://Ebuteli.org/assets/2b3f3601-71f9-4f47-b307-b11faf8fce25> [consulté le 14/02/2025]
- Global Protection Cluster (GPC), *Democratic Republic of Congo – Key Advocacy Messages*, 09/02/2025, https://Globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-02/gpc_key_messages_drc_final_09feb2025.pdf [consulté le 10/02/2025]
- Global Protection Cluster (GPC), *Protection Alert: Intensifying Crisis in North Kivu, Democratic Republic of Congo*, 27/01/2025, https://Globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-01/gpc_protection_alert_dr_congo_27_jan_2025_final.pdf [consulté le 10/02/2025]
- Global Protection Cluster, *RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO Analyse de Protection Mise à jour sur la situation de protection en RDC : recrudescence de violence, épidémies et transition*, 10/2024, https://Globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2024-10/pau_dr_congo_octobre_2024_final.pdf [consulté le 10/02/2025]
- Human Rights Watch (HRW) [site web], s.d., https://www.hrw.org/fr/sitesearch?search=RD+congo+kinshasa&sort_by=created [consulté le 11/02/2025]
- International Crisis Group (ICG), *Base de données CrisisWatch*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5b%5d=7&created> [consulté le 10/02/2025]
- Jeune Afrique (JA), *En meeting à Goma, Corneille Nangaa, l'AFC et le M23 tentent de convaincre* - Jeune Afrique, 06/02/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1655687/politique/en-meeting-a-goma-corneille-nangaa-lafc-et-le-m23-tentent-de-convaincre/> [consulté le 10/02/2025]
- Jeune Afrique (JA), *Guerre dans l'est de la RDC : le M23 s'empare de l'aéroport de Kavumu et se rapproche de Bukavu* - Jeune Afrique, 14/02/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1658499/politique/guerre-dans-lest-de-la-rdc-le-m23-sempare-de-laeroport-de-kavumu-et-se-rapproche-de-bukavu/> [consulté le 14/02/2025]
- Le Monde, *L'expansionnisme du Rwanda au risque de l'internationalisation du conflit en RDC*, 04/02/2025, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/02/04/l-expansionnisme-du-rwanda-au-risque-de-l-internationalisation-du-conflit-en-rdc-6530523_3232.html?lmd_medium=email&lmd_campaign=trf_newsletters_lmfr&lmd_creation=afrique&lmd_send_date=20250208&lmd_email_link=call_titre_1 [consulté le 10/02/2025]
- Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), *Principales tendances des violations des droits de l'homme en RDC - Septembre 2024*, 24/10/2024, <https://monusco.unmissions.org/principales-tendances-des-violations-des-droits-de-l%E2%80%99homme-en-rdc-septembre-2024> [consulté le 17/02/2025]
- Présidence, [site Web], s.d., <https://Présidence/conseil-de-ministres> [consulté le 10/02/2025]
- Présidence, *Compte rendu de la trente et unième réunion ordinaire du conseil des ministres du 07 février 2025.pdf*, 07/02/2025, <https://Présidence/uploads/files/COMPTE%20RENDU%20DE%20LA%20TRENTE%20ET%20UNIEME%20REUNION%20ORDINAIRE%20DU%20CONSEIL%20DES%20MINISTRES%20DU%2007%20FEVRIER%202025.pdf> [consulté le 11/02/2025]
- Présidence, *Compte rendu de la trentième réunion ordinaire du conseil des ministres du 31 janvier 2025.pdf*, 31/01/2025, <https://Présidence/uploads/files/COMPTE%20RENDU%20DE%20LA%20TRENTEIEME%20REUNION%20ORDINAIRE%20DU%20CONSEIL%20DES%20MINISTRES%20DU%2031%20JANVIER%202025.pdf> [consulté le 11/02/2025]
- Présidence, *compte rendu de la vingt-cinquième réunion ordinaire du conseil des ministres du 06 décembre 2024.pdf*, 06/12/2024, <https://Présidence/uploads/files/COMPTE%20RENDU%20DE%20LA%20VINGT-CINQUIEME%20REUNION%20ORDINAIRE%20DU%20CONSEIL%20DES%20MINISTRES%20DU%2006%20DECEMBRE%202024.pdf> [consulté le 11/02/2025]

Présidence, *compte rendu de la vingt-sixième réunion ordinaire du conseil des ministres du 13 décembre 2024*, 13/12/2024, <https://Présidence/uploads/files/COMPTE%20RENDU%20DE%20LA%20VINGT-SIXIEME%20REUNION%20ORDINAIRE%20DU%20CONSEIL%20DES%20MINISTRES%20DU%2013%20DECEMBRE%202024%202.pdf> [consulté le 11/02/2025]

Radio France Internationale (RFI), *Est de la RDC: l'Alliance fleuve Congo/M23 instaure une administration parallèle à Goma*, 06/02/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250206-est-de-la-rdc-l-alliance-fleuve-congo-m23-instaure-une-administration-parall%C3%A8le-%C3%A0-goma> [consulté le 10/02/2025]

Radio France Internationale (RFI), *RDC: Kinshasa dénonce l'occupation de Bukavu par le M23*, 17/02/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250217-rdc-kinshasa-d%C3%A9nonce-l-occupation-de-bukavu-par-le-m23-contr%C3%B4le-rwanda-congo-kivu> [consulté le 17/02/2025]

Radio France Internationale (RFI), *RDC: le M23 et les soldats rwandais désormais à Bukavu, selon l'armée congolaise*, 16/02/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250216-rdc-le-m23-et-les-soldats-rwandais-d%C3%A9sormais-%C3%A0-bukavu> [consulté le 17/02/2025]

Radio Go FM, *RDC: sous le poids des préjugés, des swahiliphones stigmatisés à Kinshasa (témoignages) - Radio Go FM*, 23/02/2025, <https://radiogofm.net/rdc-sous-le-poids-des-prejuges-des-swahiliphones-stigmatises-a-kinshasa-temoignages> [consulté le 24/02/2025]

Radio Okapi, *La CENCO condamne la stigmatisation des Swahiliphones à Kinshasa*, s.d., <https://www.radiookapi.net/2025/02/24/actualite/societe/la-cenco-condamne-la-stigmatisation-des-swahiliphones-kinshasa> [consulté le 24/02/2025]

Radio Okapi, *Occupation de Goma par le M23 : l'administration et les institutions publiques du Nord-Kivu délocalisées à Beni*, 09/02/2025, <https://www.radiookapi.net/2025/02/09/actualite/politique/occupation-de-goma-par-le-m23-ladministration-et-les-institutions> [consulté le 10/02/2025]

ReliefWeb, *Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo - Rapport du Secrétaire général (S/2024/689) - Democratic Republic of the Congo*, 20/09/2024, <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/mission-de-lorganisation-des-nations-unies-pour-la-stabilisation-en-republique-democratique-du-congo-rapport-du-secretaire-general-s2024689> [consulté le 10/02/2025]

ReliefWeb, *Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo - Rapport du Secrétaire général (S/2024/863) - Democratic Republic of the Congo*, 29/11/2024, <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/mission-de-lorganisation-des-nations-unies-pour-la-stabilisation-en-republique-democratique-du-congo-rapport-du-secretaire-general-s2024863> [consulté le 10/02/2025]

ReliefWeb, *Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2024/251) - Democratic Republic of the Congo*, 21/03/2024, <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rapport-du-secretaire-general-sur-la-mission-de-lorganisation-des-nations-unies-pour-la-stabilisation-en-republique-democratique-du-congo-s2024251> [consulté le 10/02/2025]

RTBF, *'Un jour, une carte' : qu'est-ce qui pousse les rebelles du M23 à conquérir du territoire en RDC ? La sécurité du Rwanda ou les minerais congolais ? - RTBF Actus*, 31/01/2025, <https://www.rtbf.be/article/un-jour-une-carte-qu-est-ce-qui-pousse-les-rebelles-du-m23-a-conquerir-du-territoire-en-rdc-la-securite-du-rwanda-ou-les-minerais-congolais-11497555> [consulté le 14/02/2025]

UN News, *RDC : la MONUSCO relocalise temporairement une partie de son personnel stationné à Goma*, 24/01/2025, <https://news.un.org/fr/story/2025/01/1152466> [consulté le 14/02/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *République démocratique du Congo*, s.d., <https://www.unocha.org/democratic-republic-congo> [consulté le 11/02/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *RD Congo : Intensification de la violence dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu Rapport de situation #1*, 3 février 2025, 03/02/2025, <https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/dr-congo-intensification-violence-north-kivu-and-south-kivu-provinces-situation-report-1-3-february-2025> [consulté le 11/02/2025]



United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *République démocratique du Congo-Mai-Ndombe, Kwango et Kwilu : Aperçu de la situation humanitaire - janvier à septembre 2024*, 18/10/2024, <https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-mai-ndombe-kwango-et-kwilu-apercu-de-la-situation-humanitaire-janvier-septembre-2024> [consulté le 11/02/2025]